

Face au Hamas, le gouvernement Netanyahu exclut toute solution politique

## L'erreur stratégique d'Israël

Le 7 octobre, Israël a subi un traumatisme majeur avec l'attaque du Hamas contre la population civile et des sites militaires. L'une des causes de cet événement tragique est le refus de ses dirigeants de favoriser une réponse politique à la question palestinienne. La guerre menée actuellement à Gaza au prétexte d'annihiler le Hamas est porteuse de futurs drames.

par [Charles Enderlin](#)

Il a beaucoup neigé sur Jérusalem, ce 15 mars 2003, et M. Avi Dichter, alors patron du Shin Beth, le service de renseignement intérieur israélien appelé aussi « Shabak », doit faire une partie du trajet à pied pour se rendre chez M. Matti Steinberg, dans le quartier de Beit Hakerem. Il doit lui annoncer qu'il ne veut plus de ses services. Ce faisant, il se prive du meilleur spécialiste du dossier palestinien (1) qui, au fil des décennies, a été successivement l'analyste principal du Mossad, des renseignements militaires puis du Shin Beth. À contre-courant de la politique gouvernementale, l'expert a critiqué le rejet par le premier ministre Ariel Sharon de l'initiative pour la paix présentée en mars 2002 au sommet de la Ligue arabe de Beyrouth par le roi Abdallah Al-Saoud (2). Ce plan, qui demeure à ce jour la position officielle de la Ligue, propose la normalisation définitive entre Israël et ses voisins arabes en échange d'un retrait total d'Israël des territoires occupés en juin 1967.

Mettant aussi en cause la politique de liquidations ciblées de dirigeants palestiniens, M. Steinberg est surtout persuadé que la direction politique met le pays en danger en considérant la situation uniquement sous l'angle sécuritaire. Selon ses analyses, seule la création d'une Palestine indépendante peut permettre à Israël de demeurer un État juif et démocratique. Désormais universitaire renommé, M. Steinberg n'a eu de cesse de faire entendre sa voix au cours des deux dernières décennies. En 2005, il a tenté, sans succès, de faire comprendre aux décideurs militaires et politiques que le démantèlement unilatéral des colonies de Gaza décidé par Sharon conduirait à une catastrophe stratégique. Pourquoi un tel choix a-t-il été fait ? À l'époque, M. Dov Weissglas, avocat et proche conseiller du premier ministre, avait vendu la mèche en révélant au quotidien *Haaretz* les véritables intentions du gouvernement : « *Le [retrait de Gaza] signifie le gel du processus politique. Et, lorsque vous gelez ce processus, vous empêchez la création d'un État palestinien et toute discussion sur les réfugiés, sur les frontières, et sur Jérusalem* » (8 octobre 2004). Dans la foulée de ce retrait, le gouvernement israélien a refusé le renforcement de la police de l'Autorité palestinienne à Gaza et interdit, en juillet 2007, à l'armée israélienne d'épauler cette même police lors du coup de force du Hamas pour prendre le contrôle de l'enclave. Du point de vue des responsables israéliens, militaires et politiques, le choix du statu quo conduisait à laisser l'organisation islamiste gérer son territoire, tout en affaiblissant l'Autorité palestinienne, présidée par M. Mahmoud Abbas à partir de Ramallah, en Cisjordanie. C'était oublier, explique M. Steinberg, que pour le Hamas, mouvement fondamentaliste, Gaza et l'ensemble de la Palestine sont une terre d'Islam dont le centre est la sainte mosquée d'Al-Aqsa, à Jérusalem.

## La vengeance n'est pas une politique

Revenu au pouvoir en 2009, M. Benyamin Netanyahou a poursuivi cette stratégie du maintien du Hamas au pouvoir à Gaza, en autorisant, par exemple, le Qatar à le financer. En 2019, il expliquait aux députés du Likoud que toute personne qui veut empêcher la création d'un État palestinien doit soutenir le renforcement et le transfert de fonds au Hamas (3). Formant, en décembre 2022, le gouvernement le plus annexionniste de l'histoire d'Israël, le premier ministre a donné les clés de la colonisation à M. Bezalel Smotrich, en le nommant ministre des finances ainsi que ministre délégué à la défense — et à ce titre responsable de l'administration civile de la Cisjordanie. En 2017, ce colon messianique avait publié un plan destiné, selon lui, à assurer la victoire d'Israël. En réalité, une véritable déclaration de guerre au mouvement palestinien. Le plan offrait aux « Arabes de Judée-Samarie », autrement dit de Cisjordanie, le choix de « rester et vivre en tant qu'individus dans l'État juif » tout en posant cette condition : « Celui qui ne veut ou ne peut renoncer à ses ambitions nationales recevra une aide pour lui permettre d'émigrer vers un des nombreux États arabes. »

Tout en se consacrant à ses activités universitaires, M. Steinberg suit de près, et avec inquiétude, les réactions palestiniennes à ces développements. Sur les sites Internet du Hamas, il relève un emballement des discours eschatologiques. Si le cheikh Ahmed Yassine (1937-2004), fondateur de l'organisation, avait annoncé que l'« entité sioniste » disparaîtrait en 2027, l'ancien analyste du Shabak note que les théologiens du Hamas semblent décidés à anticiper la prophétie. Le 25 août dernier, M. Saleh Al-Arouri, vice-président du bureau politique du Hamas et cofondateur de sa branche armée, les Brigades Izz Al-Din Al-Qassam, déclare sur une chaîne de télévision libanaise proche du Hezbollah : « Bezalel Smotrich veut un conflit majeur qui lui permette de déplacer les Palestiniens de la Cisjordanie et des territoires palestiniens occupés en 1948. Je vois devant nous une étape imminente où nous mènerons une bataille intense, mais dont le résultat aura un impact majeur sur la situation en Palestine et dans la région (4). » Dans cet entretien, M. Al-Arouri évoque seulement la Cisjordanie, sans dire un mot de Gaza. Une omission — délibérée ? — qui a pu contribuer à détourner l'attention des services de renseignements israéliens quant à ce qui se préparait dans l'enclave... mais qui n'échappe pas à M. Steinberg.

Le 7 octobre, très tôt le matin, Israël subit la plus grande défaite militaire de son histoire. Des milliers de miliciens armés franchissent la barrière de sécurité construite autour de Gaza, investissent et conquièrent les bases militaires avoisinantes. À l'occasion de Simhat Torah, la fête de la Torah, l'état-major les avait dégarnies pour assurer la sécurité des colons de Cisjordanie. Après avoir tué et fait prisonniers des dizaines de militaires, hommes et femmes, les assaillants pénètrent dans vingt-deux localités israéliennes pour y massacrer des habitants et enlever des civils de tous âges. Au 20 décembre, le dernier bilan de cette attaque fait état, côté israélien, de 859 civils, 278 militaires et 44 policiers tués, cela sans oublier 255 otages emmenés à Gaza (118 ont été libérés durant la trêve de novembre). Près d'un millier d'assaillants ont été tués. L'armée mettra quatre jours à reprendre le contrôle total de la frontière.

Pour la première fois depuis 1973, la mobilisation générale est décrétée, 360 000 réservistes sont rappelés. Israël passe à l'offensive, avec pour objectif la destruction des capacités militaire et politique du Hamas ainsi que la libération des otages détenus à Gaza. À la suite d'une intense campagne de bombardements aériens, une vaste opération terrestre débute, soutenue par l'administration américaine et plusieurs États occidentaux. Un pont aérien massif approvisionne l'armée israélienne en missiles et munitions issus des arsenaux américains. Le 9 décembre, à

Gaza, le bilan était, selon le ministère de la santé sous contrôle du Hamas, de 20 000 Palestiniens tués, parmi lesquels 7 000 enfants (5). D'après l'Organisation des Nations unies (ONU), 18 % des habitations sont endommagées ou détruites. Après plusieurs semaines de soutien actif, le président des États-Unis a fini par hausser le ton le 12 décembre : « *Ces bombardements aveugles font perdre à Israël son soutien international, a prévenu M. Joseph Biden, et Benyamin Netanyahou devrait changer son gouvernement, le plus conservateur de l'histoire d'Israël, qui comporte [le ministre de la sécurité nationale Itamar] Ben-Gvir et compagnie. Ils ne veulent rien qui s'approche de près ou de loin d'une solution à deux États. Ils veulent non seulement se venger de ce que le Hamas a fait, mais aussi de tous les Palestiniens. Ils ne veulent pas d'une solution à deux États.* »

M. Netanyahou a réagi le jour même en réitérant son refus d'un État palestinien. Pas question non plus d'accepter l'installation à Gaza de l'Autorité palestinienne. « *Je ne permettrai pas à Israël de répéter l'erreur des accords d'Oslo. Je ne permettrai pas l'entrée à Gaza de ceux qui éduquent au terrorisme, soutiennent le terrorisme et le financent... Gaza ne sera ni le Hamastan ni le Fatahstan.* »

Quelle serait la réaction de la population israélienne en cas de crise avec les États-Unis ? Lors d'un récent sondage, l'Israel Democracy Institute a posé la question suivante : « *Israël doit-il accepter le principe de la solution à deux États afin de continuer de recevoir l'aide américaine ?* » Seuls 35 % des Juifs interrogés ont répondu par l'affirmative, 52 % refusent une telle option (6). « *Les Israéliens ne sont pas particulièrement ébranlés par les destructions à Gaza car l'opinion est chauffée à blanc, estime la professeure Tamar Hermann, qui a codirigé cette enquête. Chaque jour on apprend que des otages ont été tués, et puis nos soldats meurent au combat. Selon moi, il aurait été préférable que l'armée utilise des moyens plus sophistiqués et moins destructeurs, afin de veiller à l'éthique du combat d'Israël. Mais je doute que cela ait changé quoi que ce soit à l'opinion internationale envers le pays.* »

Pour sa part, M. Steinberg s'avère très critique de l'action gouvernementale. « *Au-delà des considérations morales et juridiques, il faut dire que, en l'absence de stratégie, la vengeance ne peut être une politique. Laisser la bride sur le cou à l'armée face à la population civile de Gaza représente un danger pour Israël. En poussant leur principal ennemi à surréagir, les organisations terroristes cherchent à le délégitimer aux yeux de l'opinion internationale. Cela leur accorde en retour une forme de légitimité. Si Israël ne se retire pas de Gaza, il va faire face à une forme de guérilla omniprésente, dont l'objectif sera de l'embourber dans une situation identique à celle qu'il a connue dans le sud du Liban. Cela représenterait une menace pour les relations avec l'Égypte et la Jordanie, pouvant aller jusqu'à remettre en question les traités de paix avec ces pays. Le Hamas en sortira renforcé.* »

Alors que se déroulent quotidiennement les obsèques de militaires morts au combat à Gaza, ces considérations ne sont guère partagées par une opinion publique traumatisée par les événements du 7 octobre. Tous les samedis soir, plus de cent mille personnes se rassemblent devant l'esplanade du musée d'art de Tel-Aviv, baptisée « place des otages ». Elles manifestent leur soutien aux familles des otages qui, souvent au bord du désespoir, exigent du gouvernement qu'il fasse de la libération de leurs proches sa priorité absolue. Devant le Parlement (Knesset), plusieurs familles, dont les parents ont été assassinés par le Hamas, se sont installées dans une tente en jurant d'y rester aussi longtemps que le gouvernement Netanyahou n'aura pas démissionné. M. Yaacov Godo, 74 ans, père endeuillé, en a pris l'initiative. Son fils Tom, 52 ans, a été tué le 8 octobre par les assaillants dans sa maison du kibboutz Kissoufim en protégeant son épouse et leurs trois filles, qui ont été sauvées. Militant de l'organisation

Looking the Occupation in the Eye (« Regarder l'occupation dans les yeux »), M. Godo participait de manière régulière à la protection des bergers palestiniens attaqués par des colons dans la vallée du Jourdain. « *Cette guerre est inutile, affirme-t-il. Elle aurait dû se terminer depuis longtemps. Elle n'a pas d'objectif défini. Il y a les terribles destructions à Gaza avec ce nombre de civils innocents tués qui dépasse l'entendement. Il y a aussi nos soldats qui tombent au combat. Ramener les otages, c'est bien sûr l'objectif suprême, mais je ne vois pas comment ce gouvernement et celui qui est à sa tête en seraient capables.* »

Soutenus par de nombreux Israéliens, les manifestants, parmi lesquels on compte aussi M. David Agmon, général de brigade réserviste qui fut le premier chef de cabinet de M. Netanyahou en 1996, subissent les insultes et menaces de militants du Likoud qui les traitent de « traîtres gauchistes ». Un partisan du premier ministre a même tenté d'incendier leur tente avant d'être arrêté par la police. Des attaques du même genre de la part de partisans de la droite et de l'extrême droite ciblent aussi l'organisation des familles d'otages. Les sionistes messianiques voient la guerre comme un signe de l'imminence de la Rédemption. Le professeur Yoel Ellitzour a publié, sur Srugim, un site Internet du sionisme religieux, un article expliquant que le massacre du 7 octobre faisait partie d'un plan divin pour punir les Israéliens « *qui ont renoncé à l'immensité du pays et aux villes de [leurs] ancêtres et choisi des valeurs vaines en s'adonnant à des abominations sexuelles* ». À la suite des vives réactions provoquées par ce texte, il a dû le retirer. Mais, dans ce milieu, l'idée de relancer la colonisation dans Gaza fait son chemin. Tomer Persico, chercheur à l'Institut Shalom-Hartman, craint, pour l'après-guerre, un renforcement de la droite nationaliste et de la religiosité. « *Le conflit actuel va déboucher sur un processus politique régional, explique-t-il. Si Israël l'accepte, il s'engagera dans la voie de la réhabilitation, sinon il restera bloqué dans l'engrenage infernal des années Netanyahou. Cela signifiera l'isolement, l'effondrement économique et social.* »

Charles Enderlin,

*Journaliste, Jérusalem. Auteur d'Israël. L'agonie d'une démocratie, Seuil, Paris, 2023.*

(1) M. Matti Steinberg, qui a enseigné à Princeton et à Heidelberg, a notamment publié « La Nakba comme traumatisme. Deux approches palestiniennes et leurs répercussions politiques », *Le Débat*, Paris, 2017, et *In Search of Modern Palestinian Nationhood*, Moshe Dayan Center - Syracuse University Press, Tel-Aviv, 2016.

(2) Lire Ignacio Ramonet, « [La paix maintenant](#) », *Le Monde diplomatique*, avril 2002.

(3) Cf. Tal Schneider, « [For years, Netanyahu propped up Hamas. Now it's blown up in our faces](#) », *The Times of Israel*, Jérusalem, 8 octobre 2023.

(4) La chaîne de télévision libanaise Al-Mayadin, proche du Hezbollah, diffuse une longue interview de M. Al-Aroui : « [Nous sommes prêts pour une bataille globale et nous vaincrons Israël d'une manière sans précédent](#) » (en arabe), 25 août 2023.

(5) « [Death toll in Gaza from Israeli attacks rises to 17,700 — Health Ministry in Gaza](#) », Reuters, 9 décembre 2023.

(6) Tamar Hermann et Or Anabi, « [Israelis sharply divided on the question of a two-State solution in return for US assistance](#) », The Israel Democracy Institute, 5 décembre 2023.

